

Déclaration liminaire des représentants des personnels du SNUipp-FSU CTSD du 3 septembre 2019

Cette rentrée scolaire est celle de la mise en application de la loi Blanquer, tant contestée jusqu'en juin par la communauté éducative. En quoi va-t-elle changer le quotidien de nos écoles ? Elle n'apporte aucune amélioration sur les effectifs, la formation, les salaires... Il n'y a rien qui permette aux élèves de mieux réussir. Une fois qu'on aura mis le poster des drapeaux, les difficultés seront les mêmes !

Avec sa circulaire de rentrée, le ministre confirme le retour des orientations des programmes de 2008... que l'Inspection générale de l'Éducation nationale avait dénoncées dans un rapport en juin 2013. Cette circulaire dessine également les contours d'une « pédagogie officielle » contrainte.

La principale cible de cette circulaire, c'est la maternelle. Bien loin de l'ambition et de l'équilibre des programmes de 2015, la circulaire Blanquer réoriente et minore les missions de la maternelle, en réduisant son rôle à la préparation au CP. Les activités de manipulation, de découverte, d'expérimentation, de jeu sont réaffirmées uniquement pour faire passer les priorités ministérielles qui visent à primariser la maternelle.

Pourtant, faire trop tôt, trop vite, génère de la difficulté et de l'échec. Les différences de développement, de rythme d'apprentissage risquent d'être abusivement traduites en difficultés scolaires.

Pour le reste, on connaît la musique : les FON-DA-MEN-TAUX. Rien n'est mentionné dans cette circulaire sur les autres champs disciplinaires : histoire, arts, EPS, EMC... Cette circulaire met de côté la politique des cycles pourtant mise en place pour faire progresser les élèves en tenant compte de leur rythme d'apprentissage.

Elle sert surtout à justifier le bien fondé des évaluations standardisées de CP et CE1, largement décriées à la fois par la profession mais également par des membres éminents de la recherche. Ces évaluations constituent le levier de mise en œuvre d'un modèle pédagogique promu par le ministère et alimenté par des guides et ressources officielles. Des objectifs précis et quantifiés d'apprentissages sont désormais fixés comme cette étrange norme du nombre de mots devant être lus à la minute en fin de CP.

Pourtant, dans son analyse des évaluations nationales en mai dernier, Roland Goigoux prévenait qu'exiger 30 mots à la minute à l'entrée au CE1 impliquerait d'intervenir auprès de 30 % des élèves hors EP et 45 % en EP+. Heureusement, la DEPP n'a pas suivi le guide orange de la DGESCO qui fixait ce seuil à 50 mots par minute : si elle l'avait fait, ce serait 75 % des élèves (tous publics confondus) qui auraient été jugés comme étant en difficulté. **Une norme est donc fixée, dont on sait qu'elle mettra artificiellement les trois quarts des élèves en difficulté, pour obliger les enseignants à développer des ateliers de fluence, obsession de ce ministère.**

Cette circulaire, associée à tous les guides publiés ou à venir n'a qu'un objectif: encadrer les choix et pratiques de la profession sous couvert de pilotage et de soutien de l'action pédagogique ! Loin de la confiance affichée, cette circulaire et toutes les injonctions font table rase d'un grand nombre de recherches, mettent à mal notre liberté pédagogique et notre professionnalité.

Cette rentrée marque aussi la quasi-disparition du Plus De Maître Que De Classe. Le cadre imposé des dédoublements, s'il constitue un pas positif pour les classes concernées, a cependant détricoté tout le travail mené par les équipes pédagogiques autour du « Plus de maîtres que de classes ». Ce dispositif, sacrifié sans avoir été évalué, a pourtant généré réflexions, ajustements, travail collectif. Il permet d'avoir un regard croisé sur les élèves et ainsi de faire évoluer les pratiques.

Il a été jugé prometteur à la fois par les équipes mais aussi par les travaux de la recherche en éducation. Encore une fois, l'énergie déployée par tous les acteurs est balayée par les orientations d'un ministre.

Face à celles-ci, il y a la volonté des personnels de faire réussir les élèves dans les meilleures conditions possibles. C'est ce qui pousse notre profession à exiger des moyens à la hauteur des enjeux : des RASED formés complets et présents partout, une formation initiale et continue dense et de qualité, des effectifs abaissés partout. Dans ce combat, elle sait pouvoir compter sur l'engagement sans faille du SNUipp-FSU.